



## COMMISSION EUROPEENNE

Comité Local du Personnel de Bruxelles  
Le Président

Bruxelles, le 10 juin 2011  
CLP Bruxelles/HT/mp D(2011) 10

### NOTE A L'ATTENTION DE M. SEFCOVIC, VICE PRESIDENT, COMMISSION EUROPEENNE

**Objet: Suivi de la journée du 12 avril 2011 contre les réductions budgétaires aux écoles européennes**

Nous vous remercions d'avoir organisé une réunion entre le CLP et les représentants des APEEE de Bruxelles avec M. Juraj NOCIAR, sur le suivi de la journée du 12 avril contre les réductions budgétaires aux écoles européennes et les actions entreprises par la DG HR et vous-même.

Malgré la mobilisation massive des parents et la coordination des acteurs et votre intervention dans différentes enceintes politiques, nous regrettons qu'aucun effort supplémentaire n'ait été entrepris au sein de la Commission pour augmenter l'enveloppe budgétaire des écoles européennes pour 2012, en réduisant d'autres frais administratifs.

Les interventions du Parlement européen sur ce dossier et les discussions autour du rapport Cavada confirment:

- la nécessité de relancer la stratégie et les ambitions de la Commission sur le dossier des écoles européennes, au-delà du contexte budgétaire restrictif soulevé par les Etats membres, dans le cadre de la gestion budgétaire annuelle et de la programmation 2013-2020.
- L'échec de la gestion du dossier des écoles européennes en tant qu'école d'entreprise et d'élite, alors que ces écoles représentent un modèle culturel à exporter dans les Etats membres et à l'extérieur de l'Union européenne.

Le CLP et les parents estiment qu'il est possible d'effectuer des économies à partir d'une évaluation détaillée du mode de fonctionnement des écoles – sans pour cela empiéter sur les aspects pédagogiques ni au développement des petites écoles.

Le CLP réitère sa demande d'entamer un audit indépendant sur l'utilisation des ressources dans le système des écoles européennes. Cette étude devrait viser à comparer les performances de ces dernières par rapport aux autres systèmes d'enseignement internationaux (Lycée Français, Baccalauréat International auprès de l'International School, Deutsche Schule).

L'étude PISA réalisée par l'OCDE, qui est actuellement proposée par les services de la Commission, évalue seulement "l'acquisition de savoirs et savoir-faire essentiels à la vie quotidienne au terme de la scolarité obligatoire". Ce résultat ne nous amènera à aucune solution pratique sur la question actuellement en discussion car elle ne pourra pas faire ressortir les marges d'amélioration et les moyens de pouvoir rendre la structure des écoles européennes plus efficaces tant au niveau organisationnel que budgétaire.



Hans TORREKENS

c.c.:                   Mme Souka, DG HR  
                          M. Dotto, DG HR  
                          CCP, CLP, OSP  
                          APEEE Bruxelles